

La frontière turco-bulgare, aux marches de l'Europe, est la nouvelle route utilisée par les passeurs de migrants. En Bulgarie, pour stopper cet afflux de clandestins, une unité de volontaires, encadrée par des vétérans de l'armée, s'organise pour faire le travail de la police.

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX JEAN-LOUIS TREMLAIS (TEXTE)
ET JÉRÔME SESSINI/MAGNUM POUR LE FIGARO MAGAZINE (PHOTOS)

CEUX QUI DISENT "HAL



Ils sont tous volontaires et bénévoles pour défendre leur frontière (et par là même celle de l'Union européenne) contre les passages clandestins de migrants en provenance de Turquie. Leur emblème : le loup.

TE' AUX MIGRANTS



On a du mal à le croire, mais voici à quoi ressemblent les frontières de l'Union européenne (UE), côté bulgare, juste avant la Turquie. Des miradors abandonnés (vestiges de la guerre froide), des bureaux de change désertés et des populations qui vivent (presque) comme il y a un siècle. A droite, Vladimir Rusev, commandant de l'Union militaire Vassil Levski-BNO Chipka, constituée de patrouilleurs volontaires, à la frontière turque.



**"QUAND LES ÉTATS
SONT ABSENTS,
C'EST AUX CITOYENS
D'ACIR"**





Nous sommes quelque part dans le massif de la Strandja, au sud-est de la Bulgarie, non loin de la Turquie. Un relief montagneux (qui culmine à plus de 1 000 mètres d'altitude) et un terrain accidenté, ponctué de thalwegs et de ruisseaux. La végétation, boisée et touffue, permet de se déplacer incognito, à condition de connaître les itinéraires forestiers et les chemins de traverse. C'est dans une clairière, autour d'un bivouac improvisé, que nous retrouvons les hommes de l'Union militaire Vassil Levski-BNO (Mouvement national bulgare) Chipka. Ils sont une cinquantaine, entre 15 et 50 ans, en tenue camouflée, cagoules, couteaux et machettes pour certains. Au garde-à-vous, répartis en trois groupes et alignés comme à la revue. Penché sur une carte d'état-major au 1/50 000, leur commandant,

Vladimir Rusev, sexagénaire au physique de catcheur, assigne des objectifs à ses adjoints, tout en fumant clope sur clope. Les ordres sont transmis. La colonne s'ébranle et disparaît dans la nature. Un passage de migrants a été signalé par des informateurs. But de la manœuvre : les repérer, les arrêter, et surtout les renvoyer en Turquie !

N'est-ce pas là le rôle dévolu à la police aux frontières ? Car les membres de cette organisation, aussi étrange que cela puisse paraître, sont tous des bénévoles, y compris les cadres (généralement d'anciens officiers de l'armée ou de la police). Des civils qui se transforment en soldats, dépourvus d'armes à feu mais présentant tous les attributs de l'institution militaire, le temps d'un week-end ou d'une semaine. Réponse de Vladimir Rusev : « *La nature a horreur du vide. La plupart des gens attendent tout de l'Etat. Mais, lorsque l'Etat est inapte ou absent, c'est aux citoyens de reprendre leur destin en main. Suite aux printemps arabes et à la fermeture progressive de la route des Balkans, la Bulgarie* »

LES MIGRANTS TENTENT DE FRANCHIR LA FRONTIÈRE TURCO-BULGARE



Dans le massif de la Strandja, formation au close-combat (l'arme est factice) pour les volontaires de l'Union militaire Vassil Levski-BNO Chipka.



Fontdivina

résidence médicalisée

Une résidence médicalisée de standing à Beausoleil, aux portes de Monaco.

Venez profiter de la douceur et de la sérénité de notre résidence médicalisée sur la Côte d'Azur. Vous apprécierez son cadre exceptionnel, sa vue mer panoramique, sa décoration soignée et sa cuisine raffinée. La Résidence Fontdivina vous offre la sécurité d'un accompagnement personnalisé grâce à la présence continue d'un personnel attentionné. Contactez-nous pour l'organisation de votre court ou long séjour.

EHPAD FONTDIVINA • 271, Chemin Romain • 06240 Beausoleil • +33 (0)4 97 17 75 00 • direction2@fontdivina.fr
www.fontdivina.fr

ILS DISENT FAIRE LE TRAVAIL DE FRONTEX

—> est devenue le ventre mou de l'UE (Union européenne) (1). Les réseaux de passeurs, téléguidés par la mafia turque depuis Istanbul et bénéficiant de complicités locales, utilisent maintenant la Bulgarie – et notamment le massif de la Strandja – pour faire entrer les migrants clandestinement. Nous faisons simplement le travail que le gouvernement et Bruxelles devraient faire. Gratuitement, qui plus est, et sans rien gagner en retour ! Au contraire, puisque tout est autofinancé : nourriture, équipement, carburant, équipement, matériel. Et nos seules rentrées d'argent proviennent des donations... »

Certes, Sofia a érigé, en 2014, une clôture de 3 mètres de hauteur et de 30 kilomètres de longueur afin de se protéger des incursions. Une barrière qui a ensuite été étendue à 146 kilomètres. Sauf que la frontière en couvre 260 ! Autrement dit, elle est tout sauf hermétique. Or, nous sommes ici sur le limes de l'Europe, en première ligne face à la pression migratoire. Le gouvernement bulgare en est conscient : 20 % du budget de l'Intérieur est consacré à la surveillance frontalière et la région vient d'être déclarée « site d'importance stratégique pour la sécurité nationale » par le Conseil des ministres. Mais le pays le plus pauvre de l'UE (2) n'a pas les moyens d'assurer seul la fonction de sentinelle. Les supplications adressées à l'UE (dont une subvention de 160 millions d'euros pour la clôture) sont restées lettre morte. On s'est contenté d'envoyer des agents de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) peu motivés et peu concernés. Résultat : selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les demandes d'asile ont explosé pour atteindre 20 000 en 2015 et 30 000 en 2016. Toujours en 2016, 13 000 sans-papiers ont été arrêtés, dont la moitié en tentant de quitter le pays via la Roumanie. Le but étant évidemment de rejoindre l'eldorado occidental, coûte que coûte.

L'expérience vécue et les statistiques montrent que ces migrants sont surtout originaires d'Afghanistan (46 % du total, d'après l'OIM), d'Irak, de Syrie, du Pakistan, du Bangladesh. « Il y a peu de familles, précise Vladimir Rusev. Ce sont principalement de jeunes célibataires, entraînés et agressifs, qui se réclament de l'islamisme radical. Ils ont séjourné au préalable en Turquie. C'est attesté par leurs vêtements et leurs documents. Il n'est pas rare qu'ils soient sous amphétamines et qu'on les saisisse en possession d'opium ou de cannabis. Ils se déplacent par groupes de plusieurs dizaines qui éclatent à la moindre alerte et s'éparpillent dans toutes les directions. Une technique bien rodée. Les interpellations sont parfois dangereuses : c'est pourquoi nos membres reçoivent tous une formation militaire et sont rompus au close-combat. Quand ils sont entre nos mains, on leur laisse le choix : soit ils acceptent d'être remis aux forces de l'ordre (et ils seront jugés pour franchissement illégal de frontières) ; soit ils refusent et on les raccompagne à la frontière. »



Ils patrouillent le long de la frontière afin de prévenir les passages de migrants organisés par les réseaux mafieux.

Et, lorsqu'il s'agit d'islam, le Bulgare devient nerveux, fébrile, voire rétif. Cinq siècles d'occupation ottomane et de dhimmitude (3) ne s'oublient pas facilement. Même si le pays héberge une importante communauté musulmane (11 % de la population), l'identité chrétienne est fièrement affichée, comme en témoigne l'immense croix de Selo Dimitrovche, non loin de Kapitan Andreevo, check-point routier avec la Turquie. Fichée sur le promontoire qui domine l'autoroute, elle fait office de message et de symbole auprès de tous ceux qui la croisent dans les parages. D'ailleurs, les noms de baptême choisis par les fondateurs de notre unité de volontaires ne doivent rien au hasard. Vassil Levski, dit l'« apôtre de la liberté », est un héros national. Pour avoir coordonné le soulèvement général contre l'occupant, il fut capturé, torturé et pendu par les Turcs en 1873. Quant au mont Chipka, sis dans le Balkan central, ce fut le siège d'une bataille épique de la guerre russo-turque de 1877 pour la libération de la Bulgarie. Un mémorial construit en 1934 y rappelle le sacrifice des frères slaves et orthodoxes contre Süleyman Pacha...

Vladimir Rusev assume volontiers ce double héritage, religieux et militaire. Lieutenant-colonel de réserve dans l'armée bulgare (il l'a quittée en 1984), passé par l'artillerie et les parachutistes, il dirige aujourd'hui une société de sécurité privée. Bien qu'il soit taiseux sinon secret sur son parcours, il admet être allé « prêter main-forte aux chrétiens menacés en Europe et ailleurs, après la chute du bloc de l'Est ». Des pérégrinations mystérieuses qui l'auraient conduit en Tchétchénie ou chez les Serbes de Bosnie, à en croire certaines ONG fort critiques sur le personnage, accusé d'être à la solde de Moscou. Ce qu'il n'infirmé ni ne confirme. « Ce que j'ai fait relève de l'engagement humanitaire », affirme- —>



Suite à la fermeture progressive de la route des Balkans, les trafiquants cherchent de nouveaux itinéraires à partir de la Turquie, via la Bulgarie et la Roumanie (par terre et par mer).

INFOGRAPHIE : ANDRÉ DE CHASTENET

Éditions de
L'Observatoire

« Un plaidoyer vibrant pour l'avenir et la reconquête démocratique. »

Eugénie Bastié, *Le Figaro*

« Une leçon de philosophie politique dense, précise »

Vincent Trémolet de Villers,
Le Figaro Magazine

NATACHA
POLONY

CHANGER
la vie



Pour une
reconquête
démocratique

Éditions de
L'Observatoire



Les chefs de l'Union militaire Vassil Levski-BNO Chipka devant un monument dédié à l'amitié bulgare-soviétique, souvenir d'un passé stalinien (dans le pur style du réalisme socialiste).

À LEUR TÊTE, D'EX-OFFICIERS DE L'ARMÉE BULGARE

→ t-il sans convaincre. A en juger par le respect que lui portent ses patibulaires camarades, il a dû faire autre chose que de porter des sacs de riz et de distribuer des rations alimentaires ! Et nous n'avons personnellement jamais rencontré de travailleur humanitaire se faisant appeler Kalachnikov sur les réseaux sociaux, ainsi qu'il le fait...

Son pedigree avéré ou fantasmé, la publicité régulière des activités de l'Union militaire Vassil Levski-BNO Chipka (relayées sur un site en bulgare et en anglais, avec force photos et vidéos) et le look de ses membres n'ont pas manqué d'éveiller la méfiance des associations de défense des droits de l'homme. « On nous a traités de tous les noms, raconte Lachezar Mourdjev, l'avocat de l'organisation. Milice fascisante, chasseurs de migrants,



traqueurs d'humains : tout y est passé. Le Comité Helsinki bulgare pour les droits de l'homme a même demandé notre interdiction au parquet. Mais le dossier a été classé sans suite faute d'arguments et d'éléments probants. D'abord, nous sommes légalement enregistrés depuis 2014 avec un statut d'association [type loi de 1901 en France, ndlr]. Ensuite, notre existence n'a rien de souterrain ni de séditieux. Nous ne sommes pas armés et notre action est connue de tous. Lorsque nous stoppons des migrants, ils sont bien traités, qu'on les confie aux forces de l'ordre ou qu'on les ramène côté turc. Quant au terme de milice, j'aimerais en rappeler l'étymologie : avant l'an mil, dans l'Europe chrétienne, on ne

parlait pas de "chevalerie" mais de "militia". Vu sous cet angle, nous sommes alors peut-être les chevaliers des temps modernes ! »

En tout cas, les autorités semblent fort bien s'en accommoder - pour l'instant. L'Union militaire Vassil Levski-BNO Chipka revendique 45 000 adhérents (chiffre invérifiable), dont 500 seraient mobilisés en permanence sur la frontière. Et Vladimir Rusev ne compte pas s'arrêter là. Il souhaite même faire des émules dans le reste de

À Varna, Vladimir Rusev se recueille devant la statue de Vassil Levski, héros national, pendu par les Turcs en 1873.



Afflux de migrants à Edirne (Turquie), non loin de la Bulgarie, en septembre 2015. Ici, les familles sont rares.

DES MIGRANTS PARFOIS AGRESSIFS

—> l'Europe : « J'ai débuté des négociations avec les interlocuteurs pertinents afin de pouvoir récupérer des bases et des camps désaffectés de l'armée. Ce serait idéal pour l'entraînement. Pas seulement pour les Bulgares. Tous les Européens, patriotes et résistants, y seraient les bienvenus. Nous avons déjà des demandes par internet qui viennent de pays voisins (comme la Serbie, la Hongrie ou la Roumanie) mais aussi de l'ouest du continent (Allemagne, Autriche ou France). Avec la disparition du service militaire dans la plupart des nations de l'UE, la jeunesse ne sait plus rien du métier des armes, de la discipline, de l'autorité ou de l'autodéfense et s'en remet à des professionnels. C'est paradoxal et inquiétant car la menace djihadiste n'a jamais été aussi forte. »

Présents à ses côtés, deux observateurs roumains acquiescent. Ils ont fait le voyage de Bucarest pour étudier la possibilité d'importer une telle structure dans leur pays. L'un d'eux, qui a servi cinq ans dans la Légion étrangère, nous explique : « En Roumanie, les migrants

viennent de Bulgarie (quitte à se noyer dans le Danube, ce qui est fréquent) ou directement de Turquie, par la mer Noire, dans des canots de fortune, lorsque la météo s'y prête. Une fois en Bulgarie ou en Roumanie, c'est ce que les Européens de l'Ouest ne comprennent pas, ils ont un pied dans l'UE. Nous autres, Roumains ou Bulgares, nous voulons et nous pouvons vraiment jouer un rôle de rempart. Toutes les initiatives sont bonnes dans ce domaine. » Situées au carrefour des invasions historiques et sur une ligne de fracture civilisationnelle, la Roumanie et la Bulgarie sont dans le même état d'esprit que le groupe de Visegrád (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie), lequel refuse la politique migratoire de l'UE, et en particulier la répartition par quotas imposée par Angela Merkel. Un quarteron de réfractaires dont la philosophie a été résumée par le Premier ministre hongrois, Victor Orbán, lors d'une visite ici même en 2016 : « C'est à la frontière bulgare-turque que va se décider l'avenir de l'Europe. » Visiblement, certains l'ont compris...

■ JEAN-LOUIS TREMBLAIS

- (1) La Bulgarie est membre de l'UE depuis 2007, mais n'appartient pas à l'espace Schengen de libre circulation des individus.
- (2) Le salaire minimum y est de 235 € et le PIB par habitant deux fois moindre que la moyenne européenne.
- (3) Occupée à partir de 1396, la Bulgarie a acquis une autonomie relative en 1878 (traité de San Stefano), mais une indépendance complète, seulement en 1908. Sous l'Empire ottoman, le statut de dhimmi faisait du non-musulman un citoyen de seconde zone, avec des droits limités.